

UNE FEMME EST UNE FEMME

BERTRAND TAVERNIER SÉRIE N°15 - DVD N°10 5,90 € EN PLUS DE « M » LE MAGAZINE DU « M »

UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

SCIENCE & TECHNO

« Contagion », un film pédagogique

Quand Hollywood fait mieux qu'une campagne de santé publique. SUPPLÉMENT

CULTURE & IDÉES

Etats-Unis: brûler la Constitution?

La crise politique fait surgir un débat virulent sur les institutions. SUPPLÉMENT

Paroles de femmes libyennes

M- LE MAGAZINE DU « MONDE » UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE. EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

SPORT & FORME Jean-Pierre Bernès, l'agent double du foot Enquête sur un système contesté. SUPPLÉMENT



Le Monde WEEK-END

Samedi 12 novembre 2011 - 67^e année - N°20780 -

www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

La longévité, nouveau défi de la science

Près de 1 000 articles scientifiques sur la biologie du vieillissement sont publiés chaque mois

Les centenaires, leurs cellules et surtout leurs gènes passionnent les chercheurs. Jamais les études scientifiques sur la biologie du vieillissement et les déterminants de la longévité n'ont été aussi nombreuses. Début novembre, des résultats marquants ont été publiés : une équipe française est parvenue à rajeunir des cellules de centenaires en les reprogrammant in vitro et une équipe américaine a

réussi à retarder chez les souris les troubles liés à l'âge grâce à une manipulation génétique. Désormais, les scientifiques parviennent à multiplier par quinze l'espérance de vie d'un ver. Quelles sont les perspectives pour l'homme? A l'heure où le nombre de centenaires ne cesse de progresser, *Le Monde* dresse le panorama des pistes scientifiques pour dénicher l'élixir de jeunesse. SCIENCE & TECHNO

Sébastien Loeb : l'incroyable palmarès

Le Français est le meilleur pilote de tous les temps SPORT & FORME



Sébastien Loeb, vainqueur chez lui, en Alsace, en 2010 PHOTOFEST

La marche vers une Europe à deux vitesses

Assurer la sauvegarde de la zone euro pourrait bien diviser durablement l'Europe. Et donc la fragiliser un peu plus. C'est une situation paradoxale et potentiellement explosive.

Sous la pression de la crise de la dette souveraine, les dix-sept membres de l'union monétaire européenne commencent à s'organiser. Au fil des sommets exceptionnels tenus depuis plus de seize mois, ils ont posé les jalons de ce qui doit être un club plus resserré, plus uni, plus intégré. Une Europe dans l'Europe, en somme.

La crise a mis à vif le défaut originel de la création de l'euro : l'établissement d'une union monétaire totale sans contrepartie budgétaire aucune. On a fédéralisé la monnaie, en laissant loisir aux membres de la zone de mener les politiques budgétaires à leur convenance. Plus exactement, on

a bien fixé des normes en matière de finances publiques et de dette, et même prévu des sanctions pour les contrevenants, mais les « grands », l'Allemagne et la France, ont été les premiers à la violer impunément.

On espérait une convergence naturelle à l'intérieur de la zone, sans architecture institutionnelle ad hoc. On a péché par naïveté, par angélisme. Si l'on veut que la monnaie commune puisse être gérée normalement, il faut un

Editorial

encadrement strict des politiques budgétaires des uns et des autres. L'harmonisation budgétaire, c'est le prix de la monnaie unique et de ses nombreux avantages. On ne peut avoir l'une sans l'autre.

D'où cette esquisse de gouver-

nement économique décidée par les Dix-Sept : examen des projets de lois de finances à Bruxelles avant qu'ils ne soient soumis aux Parlements nationaux ; consultation permanente sur les grandes orientations économiques.

On peut avoir peur des mots, et ne pas les prononcer, mais c'est bien d'un pas supplémentaire dans le fédéralisme qu'il s'agit. Ce qui provoque un certain malaise chez les dix autres membres de l'Union européenne.

Ils ont le sentiment d'être marginalisés, de faire partie d'une Union moins étroite – en somme, d'être en deuxième division, pour user d'une expression footballistique.

La Grande-Bretagne s'en plaint, mais elle est mal placée pour le faire. Le Parti conservateur de David Cameron hait l'euro et ce qu'il représente. Une bonne partie de

la presse britannique mène une bataille idéologique quotidienne contre l'euro.

Pour autant, le groupe des Dix doit être entendu. Ses inquiétudes sont sincères. Il souhaite être consulté à l'avance sur les décisions que les Dix-Sept peuvent être amenés à prendre.

Si les Dix-Sept évoluent réellement vers un fédéralisme budgétaire, alors il faudra une modification des traités. Il faudra l'assurance d'une représentation parlementaire adéquate face à l'esquisse d'un Trésor commun. Cela ne peut pas ne pas avoir de conséquences sur les institutions européennes – Commission et Parlement – telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui.

C'est une affaire délicate. Les Européens seraient bien avisés d'en débattre au plus vite. Lire pages 3, 4, 12 et 17

Face aux séismes, l'incurie des autorités turques

Catastrophe Les récents tremblements de terre relancent la polémique sur le non-respect des normes antisismiques dans la construction des habitations. P. 8

La révolution douce du mariage police-gendarmerie

Bilan La Cour des comptes s'étonne des très faibles économies réalisées en neuf années de réformes. P. 9

Le regard de Plantu



La crise glisse sur les riches armateurs grecs

Le contraste entre les fortunes amassées par les armateurs du pays et la maigreur des rentrées fiscales est l'un des symboles de l'impasse grecque. Pourtant, ces magnats des mers ne culpabilisent pas le moins du monde. Au contraire, ils estiment être « les plus grands bienfaiteurs de la Grèce ». Georges Gourdomichalis, né à Londres, reconnaît ainsi être venu s'installer à Athènes pour le cadre légal et fiscal, « l'un des meilleurs du monde ». La menace n'est pas loin : « Si ce cadre changeait, je pourrais revoir mon implantation. » De quoi amadouer les gouvernements successifs, soucieux de préserver la filière.

Lire page 12

L'ÉVÈNEMENT

Un grand film choc, formidable et bouleversant. Télérama

Une splendeur. Un chef-d'œuvre lumineux. Le JDD Le Nouvel Obs

Envoûtant. Passionnant. Magistral. Eblouissant. Positif France Culture Le Monde Les Echos

Sublime. Magnifique. Hypnotique. Superbe. Libération Marianne Elle La Croix



IL ÉTAIT UNE FOIS EN ANATOLIE

UN FILM DE NURI BİLGE CEYLAN



LA CRISE EN EUROPE

Giorgio Napolitano, garant de la transition en Italie

A 86 ans, le président de la République italienne s'est employé à sauver l'image et la réputation de son pays

Rome
Correspondant

C'est un vieux monsieur qui parle d'une voix lente dans un italien suranné. Il vit dans un très grand palais aux immenses galeries, protégé par des gardes républicains d'un mètre quatre-vingt-dix au minimum. A 86 ans, Giorgio Napolitano, le président de la République italienne, aurait pu se contenter de prendre soin de l'ancienne demeure des papes sur la colline du Quirinal, à Rome. Le troisième mandat pour le moins baroque de Silvio Berlusconi et sa démission annoncée en ont décidé autrement. Napoléon Bonaparte rêvait de faire de ce lieu le centre de l'Empire. Plus modestement, M. Napolitano se contente de tenir la « baraque italienne », et ce n'est déjà pas si mal.

Sa mission est double. « Depuis l'été, notre préoccupation est d'abord celle de remettre l'Italie sur de bons rails à la lumière des exigences de la Commission », explique

Cet ancien résistant, élu à la présidence de la République en mai 2006, est devenu le phare d'une Italie déboussolée

un conseiller de M. Napolitano. Puis vient le règlement de la crise politique. Cela prendra quelques jours. Son défi est également double : respecter le rituel de la transition politique entre le président du conseil sortant et son successeur, très probablement Mario Monti, mais accélérer les procédures pour les adapter à l'hyperréactivité des marchés qui ne comprennent pas qu'il faille autant de temps pour changer un chef de gouvernement et le font savoir en tenant les taux d'intérêt des emprunts transalpins sous pression.

Le calendrier des prochains événements est désormais quasiment fixé. Vendredi 11 novembre, le Sénat devait voter en fin de matinée le plan de rigueur et de relance. Nouveau sénateur à vie, M. Monti pourra participer au vote et donc approuver le programme qui sera le sien s'il devient le chef du gouvernement. D'ici à dimanche, le texte sera définitivement approuvé à la Chambre, entraînant la démission de M. Berlusconi avant la réouverture, lundi, de la Bourse de Milan. M. Napolitano n'a prévu que de brèves consultations avec les partis politiques, au terme desquelles M. Monti sera officiellement chargé, peut-être dès le 13 novembre, de



Le président de la République italienne, Giorgio Napolitano, au palais du Quirinal, à Rome, mercredi 9 novembre. MARIO DE RENZIS/EPA/MAXPPP

former un gouvernement. Une tâche qui s'annonce ardue.

Entouré d'une petite équipe d'une vingtaine de conseillers, M. Napolitano s'est tiré sans dommage de l'entreprise de sauvetage de l'image et de la réputation de l'Italie. Alors que les chefs d'Etat tenaient M. Berlusconi pour « fini » bien avant qu'il ne s'en rende compte lui-même, c'est vers lui qu'ils ont dépêché leurs ambassadeurs pour se rassurer. « L'Italie tiendra ses engagements », a-t-il répété à la chancelière allemande, Angela Merkel, qui lui avait téléphoné le 20 octobre avant la réunion de l'Eurogroupe. Anticipant la fin du mandat de M. Berlusconi, il a déjà organisé, il y a une dizaine de jours, un premier round de consultations avec les partis politiques pour s'assurer qu'ils soutenaient le programme de réformes imposées par la Commission.

Plusieurs fois ministre, ancien président de la Chambre, élu pour la première fois député en 1953

dans les rangs du Parti communiste italien, parlementaire européen, cet ancien résistant, élu à la présidence en mai 2006, est devenu le phare d'une Italie déboussolée et de ses partenaires incrédules et en manque d'interlocuteurs fiables.

Il semble loin le temps, c'était en février 2009, où Nicolas Sarkozy, au terme d'une rencontre avec le président italien, lâchait en guise de commentaire cette épithète

M. Bini Smaghi a démissionné du directoire de la BCE

L'italien Lorenzo Bini Smaghi a démissionné, jeudi 10 novembre, du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) où il siégeait depuis juin 2005. Sa présence au sein de la direction de la BCE était devenue un casus belli entre la France, qui n'avait plus de représentant après le départ de Jean-Claude Trichet, et l'Italie, qui en avait deux après l'arrivée de Mario Draghi à la présidence de l'institution bancai-

méprisante : « Un communiste ! » Ce quasi-sans faute n'a connu qu'un seul accroc. Mardi 8 novembre au soir, après avoir convaincu M. Berlusconi, privé de majorité absolue à la Chambre, de donner sa démission, il a négligé de communiquer clairement sur le calendrier des échéances. Peu au fait des arcanes de la Constitution, les marchés, croyant à une tentative de « combinazione », ont fait chère-

re. Sous pression, invoquant l'indépendance de la BCE pour se maintenir à son poste, M. Bini Smaghi a fini par se plier aux diktats de la politique. Il devrait rejoindre l'université de Harvard, aux Etats-Unis. Son nom est également cité pour prendre le portefeuille de ministre de l'économie dans le gouvernement que Mario Monti pourrait être chargé de constituer. — (Corresp.)

ment payer cette erreur. Le lendemain, la Bourse de Milan enregistrait de très lourdes pertes.

Mercredi, M. Napolitano a rectifié le tir. Dans un communiqué rédigé en italien mais également traduit en anglais, il a affirmé ses prérogatives dans le choix de la personnalité qui sera chargée de composer le nouveau gouvernement et mis les points sur les « i » : oui, M. Berlusconi démissionnera bel et bien une fois adoptées les mesures de rigueur et de relance.

« Nous avons eu l'impression que notre pratique était trop byzantine pour les marchés et les médias étrangers », explique son entourage. Nous nous sommes assurés que, cette fois, le message a été reçu au plus haut niveau à Berlin, Paris, Bruxelles et Washington, et surtout qu'il a été compris. » Jeudi, Barack Obama a téléphoné à M. Napolitano pour lui manifester sa « confiance ».

Surnommé le « prince rouge » en raison de ses manières élégantes et de sa filiation politique, cultu-

rellement et idéologiquement aux antipodes de M. Berlusconi, il a pris soin de ne se laisser entraîner dans aucune polémique avec lui. « Il l'a respecté », explique un conseiller, mais il ne s'est jamais laissé tutoyer. » Cette réserve d'un homme du Sud, profondément attaché à ses racines, lui vaut un statut à part entre l'ange gardien et la sta-

Homme du Sud, très attaché à ses racines, il a un statut à part en Italie, entre ange gardien et statue du commandeur

tue du commandeur. Avec son épouse, Clio, ils forment un couple à la Yvonne et Charles de Gaulle en plus riant. Dans les sondages, son indice de bonnes opinions n'est jamais descendu sous les 80 %. ■

PHILIPPE RIDET



CELEBRATING 90 YEARS OF TRADITION AND INNOVATION*

Un homme. Une passion. Un rêve. Guccio Gucci a vécu la vie des artisans dans la Florence de 1921. Authentique. Inaltérable. Tourné vers la perfection. Son esprit inspire aujourd'hui nos traditions. La beauté de ce qu'il avait entrepris anime des générations d'artisans depuis 90 ans. Son désir de créer des pièces intemporelles habite chacun d'entre nous. Il évoque notre passé tandis que nous construisons notre futur. Et nous invite à perpétuer son héritage iconique - maintenant et pour toujours.

*90 ANS DE TRADITION ET D'INNOVATION

LA CRISE EN EUROPE

M. Papadémos désigné premier ministre en plein chaos politique et économique

En Grèce, les partis ne sont pas parvenus à s'entendre sur la composition d'un gouvernement

Le jour de sa nomination comme premier ministre grec, jeudi 10 novembre, Lucas Papadémos a été confronté aux deux problèmes qui vont dominer son mandat : la situation économique et les palabres politiques. Il a été accueilli par une rafale de mauvaises nouvelles. Le taux de chômage a atteint 18,4% au mois d'août. Il y a près de 908 000 chômeurs en Grèce, ce qui représente une hausse de 48% par rapport à août 2010, quand le programme de rigueur s'est mis en place. Le même jour, Bruxelles révisait ses prévisions, avec un déficit de 8,9% pour 2011. Et une nouvelle aggravation du recul du PIB à -2,8% en 2012, qui, jusqu'en juin, était encore considérée comme l'année du retour à la croissance.

« Les problèmes sont énormes malgré les efforts importants qui ont été faits », a prévenu Lucas Papadémos, lors d'une courte allocution à l'entrée du palais Maximou, la résidence officielle du premier ministre. Nos choix seront décisifs pour le peuple grec. Ce ne sera pas facile, mais je suis convaincu que la participation du pays à la zone euro constitue une garantie de stabilité monétaire. En insistant sur la nécessité d'unité, d'entente et de consensus, il a rappelé que « la formation d'un gouvernement de coopération élargie est d'une importance toute particulière ».

Judi soir, de longues discussions ont eu lieu avec les responsables des principaux partis pour établir la liste du nouveau gouvernement de transition, qui est chargé de mettre en œuvre les décisions du 26 octobre et les politiques économiques liées à ces décisions. Le premier ministre devra utiliser son sens diplomatique et sa parfaite connaissance des rouages économiques pour s'imposer au milieu de ces « éléphants » politiques qui vont l'encadrer, tout en surveillant les uns les autres, en préparant la prochaine échéance électorale.

Nouvelle Démocratie (ND, droite) devrait faire entrer des poids lourds de son parti, mais pas de députés, dans un gouvernement dont la composition devrait être rendue publique vendredi. Le parti



Le nouveau premier ministre grec, Lucas Papadémos, à Athènes, jeudi 10 novembre. YIORGOS KARAHALIS/REUTERS

d'extrême droite, le Laos, devrait également avoir des ministres. Selon les médias, l'actuel ministre des finances, Evangelos Venizélos, devrait conserver son poste.

M. Papadémos n'a pas précisé de dates pour la tenue des élections législatives anticipées. Nouvelle Démocratie et le Pasok avaient évoqué le 19 février. Mais les élections n'auront pas lieu avant la fin des négociations sur l'application du plan de sauvetage du 27 octobre.

« Je ne suis pas un politicien, mais j'ai mis en œuvre des politiques économiques en Grèce et en Europe », explique cet ancien gouverneur de la Banque de Grèce et vice-président de la Banque centrale européenne (BCE). C'est lui qui a supervisé l'entrée de la Grèce dans la zone euro en 2001.

Au sein du directoire de la BCE, cette équipe de six personnes gérant au quotidien les affaires, M. Papadémos était alors plus particulièrement chargé de veiller aux questions de stabilité financière, des affaires juridiques et de l'administration. Il est décrit comme une personne très respectée par ses pairs, pour ses compétences et son sérieux, ayant toujours joué

dans le sens du collectif et pour le bien de l'institution. « Il était très marqué par un sens aigu de la diplomatie, ne cherchant pas à se mettre en avant et visant toujours le consensus, explique un ancien de la BCE. A la tête du gouvernement grec, il devra cependant apprendre à trancher durement, à faire des mécontents. »

M. Papadémos : « Je ne suis pas un politicien, mais j'ai mis en œuvre des politiques économiques en Grèce et en Europe »

Sa nomination à la tête du gouvernement grec a été accueillie avec soulagement dans le monde entier, après le spectacle pitoyable donné par la classe politique grecque depuis l'annonce par Georges Papandréou d'un référendum sur l'Europe qu'il pensait gagner.

Lucas Papadémos, 64 ans, est là pour les rassurer. Mais, à l'extrême gauche, il inquiète. Le Parti communiste a dénoncé « le choix de la plou-

cratie grecque et de l'Union européenne », tandis que le Syriza a estimé que, pour « mettre en œuvre une politique qui n'a pas de légitimité démocratique », il fallait « quelqu'un qui n'a pas été élu et n'a pas rendu compte au peuple grec ».

Depuis son départ de la BCE, il jouait un rôle de conseiller informel pour les questions économiques, auprès de M. Papandréou, notamment lors de négociations européennes. Il s'est plusieurs fois exprimé en faveur des réformes structurelles et des mesures de rigueur pour redresser l'économie grecque.

Lors d'une intervention à Boston, le 31 octobre, il a prévenu : « Là où il n'y a pas de croissance économique, les problèmes sociaux et politiques apparaissent. » C'est précisément le dernier risque de son mandat. M. Papadémos affrontera son premier test social la semaine prochaine, lors des manifestations de la journée commémorative de la répression contre les étudiants de l'Ecole polytechnique par le régime des colonels, le 17 novembre 1973. ■

CLÉMENT LACOMBE
ET ALAIN SALLES (À ATHÈNES)

Royaume-Uni : les banques menacées par la crise italienne

Une étude réalisée par le consultant londonien Fathom souligne « le risque de contagion »

Londres
Correspondant

Hors de la zone euro, la Grande-Bretagne voudrait-elle encore continuer « à se bercer de tendre insouciance », comme le chantait naguère Charles Trenet, qu'elle ne le pourrait plus. Davantage fragilisé par la crise de confiance en Italie que par la crise grecque, le royaume est aujourd'hui en première ligne, comme l'a reconnu, jeudi 10 novembre, le premier ministre David Cameron : « Il faut nous préparer à toutes les éventualités et c'est exactement ce que nous faisons. »

Si l'Italie était en cessation de paiement, le Royaume-Uni verrait le taux d'intérêt à verser, en cas d'emprunt, doubler de 2,5% à 5%, affirme une étude réalisée par le consultant londonien Fathom. A la suite d'une déroute transalpine, la probabilité d'une faillite de l'Etat britannique passerait de 9%, aujourd'hui, à 22%, ajoute le même document.

Nationalisation partielle

« Le risque de contagion au Royaume-Uni est réel par l'entremise des banques. Une faillite italienne les mettrait à genoux, forçant une nationalisation partielle ou totale », déclare au Monde Erik Britton, l'un des auteurs du rapport Fathom. En effet, les quatre plus grandes banques britanniques – Barclays, Royal Bank of Scotland, HSBC et Lloyds – détiennent l'équivalent de 49 milliards d'euros de dette italienne contre 106 milliards d'euros d'exposition des ban-

ques françaises au secteur public italien. C'est aussi trois fois plus que l'exposition à la crise grecque.

Fort de sa notation maximale AAA, le Royaume-Uni, actuellement, bénéficie grosso modo des mêmes conditions d'emprunt avantageuses que l'Allemagne. Aux yeux des marchés, la politique d'austérité draconienne menée par la coalition conservatrice-libérale-démocrate, la non-adhésion à la zone euro et le contrôle de la planche à billets pour financer le déficit sont autant d'atouts.

L'étude de Fathom basée sur l'analyse du marché des Credit Default Swaps, les CDS, ces contrats d'assurance sur une dette qui garantissent au créancier qu'il sera remboursé, même si son débiteur se défait. Destinés à protéger des banqueroutes, les CDS permettent de jauger la probable mise en défaut d'un Etat ou d'une entreprise.

La tourmente de la dette souveraine de la zone euro pèse sur les banques du cru et aussi sur le commerce extérieur britannique, sapant l'effet positif de la faiblesse de la livre sterling sur les exportations. Le Royaume-Uni réalise 43% de ses échanges avec les dix-sept pays de l'Euroland.

Pourtant, malgré le risque italien, Londres maintient son refus de participer à tout dispositif communautaire d'aide aux Etats en difficulté de la zone euro. En revanche, le royaume se dit prêt à accroître sa contribution au Fonds monétaire international (FMI) pour secourir un pays spécifique. ■

MARC ROCHE

Inquiétudes croissantes sur les comptes publics belges

La Belgique apparaît désormais comme la prochaine cible potentielle des marchés

Bruxelles
Correspondant

La tension politique est remontée d'un cran, en Belgique, jeudi 10 novembre après une mise en garde de la Commission européenne. Le royaume, sans gouvernement de plein exercice depuis plus de cinq cents jours et sans budget pour 2012, a, en quelque sorte, été désigné par Olli Rehn, le commissaire aux affaires monétaires, comme la prochaine cible des marchés. « Les marchés lancent l'attaque », titrait ainsi De Tijd, le quotidien néerlandophone des affaires, évoquant une désertion des fonds spéculatifs et des fonds de pension.

M. Rehn a, lui, tenu à souligner que, à politique inchangée, la Belgique connaîtrait en 2012 un déficit de 4,6%. Il dénonçait les mesures déjà décidées comme « inférieures aux efforts recommandés » et menaçait le pays de sanctions s'il ne modifiait pas rapidement sa trajectoire. Un diagnostic proche de celui qu'établissait, il y a une semaine, le premier ministre chargé d'expédier les affaires courantes, Yves Leterme. Dans une lettre à son successeur présumé, Elio Di Rupo, au président permanent du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et au président de la Commission, José Manuel Barroso, M. Leterme plaçait pour l'élaboration urgente d'un budget et pour des mesures aptes à « préserver [le] pays d'une situation instable ».

Cette initiative inattendue a jeté un froid sur les négociations

que M. Di Rupo tente de conclure avec six partis, de gauche, de droite et du centre. La partie est rude pour le président du PS francophone, qui tentera, durant le week-end, de forcer un accord.

Conflit droite-gauche

L'objectif est d'économiser 11,3 milliards d'euros, soit environ 10% du budget de l'Etat fédéral, afin de ramener le déficit à 2,8% en 2012. Au traditionnel conflit Nord-Sud (Flandre contre Wallonie), se superpose désormais un conflit droite-gauche. Les antagonismes entre libéraux et socialistes sont criants, à propos, notamment, de la taxation du patrimoine, d'une éventuelle suppression de l'indexation automatique des salaires sur le coût de la vie ou d'une révision du système des indemnités de chômage – dégressives mais illimitées dans le temps. La contribution des régions à l'effort général est un autre sujet de polémique.

La pression conjuguée des marchés et des autorités européennes pourrait toutefois forcer un accord. Comme la réalité des chiffres : un rapport du Conseil central de l'économie, dans lequel siègent patrons et syndicats, vient d'indiquer que la compétitivité des entreprises se détériore en raison d'un écart de 4,6% entre les salaires des Belges et ceux de leurs voisins. Redoutant des mesures extrêmes, les trois principaux syndicats ont décidé une mobilisation générale pour le 15 novembre. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

La Commission craint une nouvelle récession en Europe

Bruxelles revoit à la baisse ses prévisions de croissance et appelle la France à accroître ses efforts

Bruxelles (Bureau européen)
Correspondant

Olli Rehn, le commissaire aux affaires économique et monétaire, n'a pas caché son pessimisme, jeudi 10 novembre, à Bruxelles : « La croissance s'est arrêtée en Europe et nous pourrions connaître une nouvelle phase de récession », a-t-il dit lors de la présentation des prévisions semestrielles réalisées par ses services. Pour lui, le ralentissement de l'économie et la fragilité des finances publiques, en pleine crise des dettes souveraines, constituent un « cercle vicieux » susceptible de provoquer une nouvelle récession, après celle survenue dans la foulée de la faillite de Lehman Brothers.

A ce stade, la croissance devrait au mieux atteindre 0,5% en 2012 pour l'ensemble de la zone euro. M. Rehn n'en préconise pas moins un nouveau tour de vis budgétaire dans les pays sous pression des marchés, en particulier en France.

« Nous saluons le fait que le gouvernement [français] ait annoncé récemment des mesures de consolidation », a dit M. Rehn, tout en demandant davantage d'efforts à Paris : « Pour ce qui concerne 2013, des mesures supplémentaires sont

nécessaires pour corriger le déficit public excessif », a-t-il jugé. Bruxelles craint que la France, en dépit des plans successifs d'économies annoncés par le gouvernement, ne parvienne pas à ramener en deçà du seuil de 3% du PIB son déficit en 2013. Et pronostique, si rien n'est fait, un déficit de l'ordre de 5,1% cette année-là, même si ce chiffre ne prend pas en compte les effets du plan annoncé, le 7 novembre, par François Fillon. Les récentes décisions sont « importantes », a reconnu M. Rehn, tout en exhortant Paris à annoncer « le plus vite possible » des mesures supplémentaires.

Cette insistance a incité le gouvernement français à réagir, à l'heure où la France est sous la menace d'une contagion de la crise

M. Hollande : « Le plan Fillon II est insuffisant et récessif »

Les mises en garde adressées par Bruxelles au gouvernement français ne surprennent pas François Hollande, le candidat désigné du Parti socialiste pour l'élection présidentielle de 2012, qui pointe le manque d'ambition et le caractère « improvisé » des mesures annoncées, lundi 7 novembre, par le premier ministre, François Fillon.

des dettes souveraines. « L'engagement de ramener le déficit à 3% du PIB en 2013 puis à l'équilibre en 2016 sera tenu », ont indiqué dans un communiqué le ministre de l'économie et des finances, François Baroin, et son homologue du budget, Valérie Pécresse. En début de semaine, les deux responsables français avaient affirmé qu'un nouveau plan de rigueur avant l'élection présidentielle était exclu.

Mauvaise nouvelle

Pour la Commission, les marges de manœuvre budgétaire de la France seront d'autant plus réduites que la croissance ne devrait pas dépasser 0,6%, contre 1% espéré par le gouvernement : les incertitudes du moment risquent de peser

« Ce qui manque au gouvernement, c'est de la vérité, de la justice et de la cohérence. Le plan Fillon II est à la fois insuffisant et récessif », a déclaré, vendredi 11 novembre au Monde, le candidat du PS, dénonçant des mesures « mal calibrées et mal pensées », qui risquent d'engager le pays dans un « cycle infernal », en hypothéquant le retour à la croissance.

PHILIPPE RICARD